



Pour  
un avenir  
meilleur des  
filles

Wardik



---

« Le projet ÉDUFAM (Education des filles pour un avenir meilleur) est un projet réalisé avec le soutien financier d'Affaires mondiales Canada, de la Fondation Paul Gérin-Lajoie et du Centre d'étude et de coopération internationale »

---



Concertation des Collectifs des Associations  
Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL

*Les textes et les photos de ce magazine peuvent être reproduits, à condition d'en citer la source : Caritas-Développement Goma*

# Sommaire

Contexte.....	4
Les mots.....	6
Mon histoire.....	11
Reportage.....	23
Interview.....	27

Une production de la cellule de communication de la Caritas-Développement Goma / Juin 2022 / Nord-Kivu / +243 810421351

**Lydie Waridi Kone:** Conception / rédaction et images

**Angèle Buke:** Assistante rédaction

**Boniface Mushayuma:** Orientation littéraire

**Olivier Nkusi:** Mise en page

**Impression:** City Press Ltd / Kigali



# Contexte

Voilà des décennies que les conflits armés qui sévissent en République Démocratique du Congo (RDC) et plus précisément dans sa partie Est créent mort, désolation et déplacements forcés de milliers des personnes. A l'Est de la RDC, une région qui peine à se reconstruire, l'insécurité et la pauvreté sont omniprésentes. Conséquence : non accès à l'éducation et particulièrement pour les femmes et les filles. Face à cette triste réalité, les violences sexuelles ciblant les femmes et les filles sont également au rendez-vous... les bourreaux eux, pour la plupart de cas, restent impunis...

Selon plusieurs rapports sur « l'éducation des filles », si dans de nombreux pays en voie de développement, des millions d'enfants n'ont pas accès à l'éducation – ou y ont accès dans de conditions très précaires – la situation des filles reste encore très préoccupante. En effet, 64 millions de filles âgées de 6 à 14 ans n'ont pas accès à l'éducation.

Pour pallier à cela, EDUFAM (Education des filles pour un avenir meilleur), un projet réalisé avec le soutien financier d'Affaires mondiales Canada, de la Fondation Paul Gérin-Lajoie, et du Centre d'étude et de coopération internationale » met la main à la pâte en adressant une réponse à cette question brûlante pour soulager tant soit peu ce mal qui n'a que trop duré. Le résultat ultime étant une autonomisation accrue par l'éducation de près de 25 000 de filles, d'adolescentes et de femmes, dont parmi elles des réfugiées, déplacées internes, retournées et handicapées (RDRH) vivant dans la région des Grands-Lacs.

Le projet EDUFAM est portée par l'institution humanitaire catholique Caritas - Développement Goma et cible des communautés locales affectées par la crise, les déplacés internes ainsi que les réfugiés burundais, notamment ceux du camp des réfugiés de Lusenda, territoire de Fizi, province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. Au Rwanda, le projet intervient dans le district de Kirehe, où les communautés hôtes accueillent les réfugiés burundais, notamment du camp de Mahama. Au Burundi, le projet intervient dans la Commune de Gasorwe, province de Muyinga, où les réfugiés congolais du camp de Kinama côtoient la communauté locale, dont beaucoup d'ex-réfugiés burundais rentrés au pays de la Tanzanie et du Rwanda.





**DON DU PROJET EDUFAM**





# Les mots

## Elie Tusikilizane

### Gestionnaire du projet EDUFAM/ Caritas Goma

« Cela ne sera pas facile mais il faut qu'on y arrive ». C'est avec cette phrase raisonnant dans ma tête que le projet EDUFAM a été lancé à Lusenda en 2019. Je m'en rappelle encore comme si c'était hier d'autant plus que, j'avoue, je n'y croyais pas profondément. Pas au projet d'éduquer les filles pour un avenir meilleur ! Mais, c'est plutôt vis-à-vis de la population hôte que j'avais quelques réserves... Ceci surtout à cause des us et coutumes qui consacrent l'inégalité des genres.

Dans certaines sociétés et comme je l'ai vécu à Lusenda, l'éducation des filles n'est pas une priorité ; pour certains, elle n'a même aucun sens car elle va à l'encontre du rôle qui leur est réservé traditionnellement dans la société. Si une famille ne peut pas envoyer tous ses enfants

à l'école, elle fera souvent le choix de n'envoyer que les garçons. Si les filles fréquentent l'école, les nombreuses heures qu'elles consacrent aux tâches ménagères sont autant d'heures qu'elles ne consacrent pas à leurs études.

C'est donc cet enracinement à cette culture peu progressiste qui a longtemps nourri mon scepticisme quant à la réussite du projet. Mais quel ne fut pas mon étonnement après 2 ans de l'exécution du projet de constater qu'à vu le jour une volonté d'améliorer, de changer les choses dans le chef même de ceux-là qui se disaient gardiens de la tradition !

Une volonté qui a permis à EDUFAM de prendre racine car visant à faciliter l'accès des filles, des adolescentes et des femmes à une éducation de qualité, à accroître leur taux de rétention dans un milieu scolaire et d'apprentissage adapté à leurs besoins, en renforçant aussi leur capacité à prendre part à la prise des décisions et à la promotion/défense de leurs droits en matière d'éducation.

Le changement dans la vie des communautés accompagnées est vraiment significatif dans la mesure où nous enregistrons déjà le retour de

plusieurs filles à l'école notamment grâce à la prise en charge par la bourse prévue dans le projet, l'amélioration de la qualité de l'enseignement à travers les différents ateliers de renforcement des capacités des enseignants, chefs d'établissements et inspecteurs sur le genre ou encore la masculinité positive, la dotation en manuels scolaires des écoles réhabilitées par le projet EDUFAM et la dotation en kits scolaires pour les élèves filles.

Les actions menant au changement de la vie des communautés à Lusenda sont bien visibles : les filles ayant abandonné l'éducation formelle ont intégré les Centres de Rattrapage Scolaire (CRS) et les autres en difficulté de poursuite leurs études et de s'adapter suivent une formation professionnelle dans différentes filières.

En cette troisième année de sa mise en œuvre, je peux enfin dire : « nous y sommes arrivés, EDUFAM a réussi ». Il a réussi à toucher là où ça fait mal car il a dit : « Zéro grossesse dans le milieu scolaire, Non aux mariages précoces, Partage égale de l'héritage aux enfants filles et garçons, Oui à la scolarisation des filles, Non aux violences sexuelles, Non aux harcèlements, Non aux viols ... bref, EDUFAM a franchi le Rubicon.

Dans ce petit ouvrage proposé par la Cellule de communication de la Caritas-Développement Goma, il nous est proposé différents parcours de nos jeunes sœurs. Pour la plupart d'entre-elles, le chemin n'a pas été plein de roses. Elles ont trébuché et certaines sont tombées ; cependant elles ont décidé de se relever et de continuer la route et ce, malgré les épines.

## Claudine Mahreba

### Cheffe de projet basée à Lusenda/Caritas Goma

« Il n'existe aucun instrument de développement plus efficace que l'éducation des filles », disait Kofi Annan, ex-Secrétaire des Nations Unies (1997 à 2006).

La pauvreté, les violences à l'école et sur le chemin de l'école, les mariages précoces et forcés, les grossesses précoces autant d'obstacles auxquels nous nous sommes butés quand nous commençons le projet à Lusenda. Mais plus encore, un regard méfiant de la part de certains hommes qui pensaient que notre présence et surtout le projet EDUFAM venait pervertir leurs filles et leurs femmes. Le plus courageux d'entre eux nous abordait sans langue de bois : « partez, nos femmes et nos filles n'ont pas besoin de vos conseils », disaient-ils.

En ce jour, les hommes adhèrent progressivement à la vision du projet c'est-à-dire aux notions du genre, leadership féminin... Et avec la mise en place des clubs des hommes, ces derniers accompagnent le projet à travers les thèmes de sensibilisation : masculinité positive, sensibilité au Genre, importance de l'éducation des filles...

La seule difficulté, c'est rapport à l'offre et la demande. En effet, EDUFAM étant le seul projet à appuyer les écoles secondaires, certaines autres sont vouées à elles-mêmes n'ayant pas d'infrastructure, ni matériels didactiques.

L'objectif est presque atteint. Grâce à EDUFAM, les femmes qui étaient autrefois marginalisées commencent aujourd'hui à faire entendre leur voix et participent aux prises de décisions dans leurs foyers ; certaines qui développent une activité génératrice de revenus arrivent à nourrir leurs familles et comprennent l'intérêt d'assurer à leur progéniture et surtout à leurs filles une éducation de qualité. A travers les associations, elles sensibilisent les membres de la communauté sur l'importance de l'éducation.








Une vue de l'équipe terrain du projet EDUFAM à Lusenda

**La scolarisation des jeunes filles est un élément essentiel de leur accès à l'autonomie économique et un atout majeur de développement. Par l'éducation, elles gagnent en connaissances, ce qui influe par exemple sur la mortalité infantile car une fois mères, elles auront les bons gestes pour leurs enfants. La pauvreté et le sous-développement sont à la fois une cause et une conséquence de ces inégalités. Et, pour sortir de ce cercle vicieux, l'accent est de plus en plus mis sur l'éducation des femmes et des filles car elles ont un rôle fondamental de « locomotive » dans la société. Leur scolarisation est en progrès dans le monde, tant en primaire qu'en secondaire, mais de forts écarts persistent selon les pays.**



**Pour répondre à la question des infrastructures scolaires inadéquates, les écoles sont rénovées afin de prendre en compte les besoins sanitaires des adolescentes et des filles. Des bourses d'assiduité scolaire sont offertes aux familles des filles et adolescentes les plus vulnérables dans le but de remédier à l'effet dissuasif du coût des études. De plus, les femmes vivant dans les communautés ciblées bénéficieront d'un soutien pédagogique, matériel et financier pour leur permettre de développer des activités génératrices de revenus.**





Une vue des élèves de l'institut Lusenda lors du tournoi féminin de football



# Mon histoire

«J'étais une élève ordinaire de la 3<sup>ème</sup> année secondaire ici à Lusenda. Je suis tombée enceinte ; ce qui a été une grande honte pour ma famille et surtout pour mon père. Ce dernier, était tellement fâché contre moi qu'il passait tout son temps à m'insulter quand nous étions à la maison. Dans mon quartier, mes copines se moquaient de moi ; pourquoi t'es-tu fait engrosser ? me demandaient-elles avec un air moqueur. Je leur répondais que c'était juste un accident qui m'était arrivé. Au fond de moi, je n'étais pas fière de ma situation ; j'ai compris qu'en étant enceinte je devrais arrêter d'aller à l'école.

Dans sa colère et sa déception, mon père m'a chassé du domicile familial. J'ai passé des jours à errer ici et là, cherchant où aller avec cette grossesse. J'étais tellement désespérée que j'ai commencé à penser à avorter de cette grossesse ; mais après réflexion, j'ai décidé de la garder.

Ensuite, je suis partie vivre dans la famille du garçon qui m'a rendue grosse. Et là, la vie n'était pas du tout facile car personne ne s'occupait de moi. Après accouchement, j'ai jugé bon de retourner auprès de mes parents. Cependant, je n'allais plus à l'école parce que mon père avait décidé de ne plus payer les frais scolaires parce qu'il disait que je l'avais déçu.

Je suis restée longtemps sans occupation ; je voyais mes amies partir à l'école pendant que je restais à la maison en allaitant YUSUFU, mon enfant ; son père avait fui notre village et je ne sais pas où il se trouve actuellement. C'est seulement ma mère qui nous prend en charge mon enfant et moi ; et je la remercie pour cela.

**ESTHER ETANDO,**

17 ans

3<sup>ème</sup> secondaire/Section commerciale/ Autochtone







Une vue d'Esther à l'école

*Un jour, une maman de mon quartier m'a parlé du projet EDUFAM et de l'encadrement qu'il offre aux jeunes filles qui sont dans ma situation... Dieu aidant, j'ai été retenue dans ce programme et j'ai pu retourner à l'école. Mon père qui était alors fâché contre moi a été très content de me voir porter de nouveau un uniforme, des chaussures et un cartable que le projet EDUFAM m'a remis avec des fournitures scolaires (cahiers, stylos, crayons etc...).*

*Le premier jour où j'ai repris l'école, mes copines du quartier m'ont surpris positivement par leur accueil chaleureux : KARIBU (bienvenue)... elles ne se moquaient plus de moi car à leurs yeux j'étais redevenue une des leurs.*

*Aujourd'hui, je crois en mon avenir que j'espère radieux. J'espère que le projet EDUFAM prendra en charge mes études universitaires ce qui me permettra de devenir un jour Ministre, Médecin, Experte comptable et pourquoi pas Présidente de notre pays la RDC.*

*A mes collègues filles, je conseille qu'elles prennent leurs études au sérieux parce que grâce aux études chacun peut aspirer à un avenir meilleur. A d'autres filles-mères comme moi, je leur conseille de ne pas se décourager dans leur situation ; qu'elles soient courageuses, qu'elles soient fortes et qu'elles reprennent le chemin de l'école pour se garantir un meilleur avenir ».*



Grace à EDUFAM, Esther a bénéficié d'une bourse d'étude secondaire. Issue d'une famille démunie, la bourse est tombée à un moment où la jeune mère avait perdu tout espoir de reprendre le chemin de l'école. L'auteur de cette grossesse qui est survenue dans un moment d'égarement de jeunesse, a pris fuite à l'annonce de celle-ci. Aujourd'hui, c'est plus les soins médicaux de son garçon « YUSUFU » (Joseph) qui préoccupent la jeune mère. Seule sa mère, qui vend les « Ndakala » (les fretins) intervient de temps en temps pour épauler sa fille. Son père lui, se contente de dire à la jeune fille : « demande à EDUFAM de soigner aussi ton enfant vu qu'il paie déjà tes études ». Celle qui rêve un jour de devenir présidente de la RDC souhaite entamer un petit commerce comme activité génératrice des revenus pour pouvoir subvenir aux besoins de son enfant ainsi qu'aux siens.



Une photo de famille (5 générations) d'Esther, sa mère (en foulard rouge)



La pratique du mariage précoce est encouragée par la précarité, particulièrement dans les zones rurales défavorisées où les familles tendent à marier leurs filles, parce qu'elles ne sont pas économiquement capable de les élever. Et la coutume qui veut qu'on les marie dès 13/14 ans pèse aussi d'un poids non négligeable.





## Mwazamu DUNIA,

46 ans

Membre du club des mamans/  
Autonomisation.



« Je suis mariée et mère de cinq enfants. Depuis que j'ai reçu les différentes formations organisées en notre faveur par le projet EDUFAM, j'ai réalisé que j'ai beaucoup changé surtout dans la façon de prodiguer les conseils pour l'éducation de mes enfants. J'ai compris que c'est important de scolariser tous les enfants sans distinction de genre.

Autrefois, les filles ne pouvaient pas aller à l'école puisqu'elles étaient profondément convaincues que ce sont les garçons uniquement qui doivent étudier ; les filles étaient supposées rester à la maison pour s'occuper des travaux ménagers. Mais en ce moment, à travers les formations de l'EDUFAM, les filles ont reconnu le bien-fondé d'être formées ; elles vont de ce fait à l'école sans contrainte et suivent les cours à la lettre. Personnellement, mes filles ont aussi participé à la formation organisée par EDUFAM et, depuis, elles ont le goût d'apprendre comme les autres, elles vont à l'école régulièrement avec fierté ; ce qui n'était pas le cas auparavant.

J'ai également un mari qui se réjouit de voir combien je suis autonome, combien je me débrouille financièrement grâce aux petites activités que je mène et il en est très fier. Aujourd'hui en tant que femme et grâce aux formations reçues d'EDUFAM, j'ai commencé un commerce de petits poissons (fretins) et je participe ainsi à nourrir mes enfants.

J'admets qu'au début, il y avait eu des mésententes avec mon mari, car il pensait que les filles ne devaient pas aller à l'école ; mais à présent, il est convaincu que celles-ci méritent de recevoir une éducation scolaire comme les garçons.

Autrefois, dans ma communauté on pensait que l'éducation de la femme n'était pas nécessaire puisqu'à un certain âge elle doit se marier et appartenir ainsi à une autre famille ; ce qui fait qu'elle ne sera pas utile auprès de sa famille biologique. Aujourd'hui ayant reçu cette formation, même les garçons sont convaincus que leurs sœurs devraient aller à l'école.

EDUFAM m'a beaucoup aidé et m'a appris à connaître mes droits en tant que femme, de comprendre que tous les enfants, filles et garçons, ont droit à l'éducation et même ont les mêmes droits auprès de nous les parents. Toutefois, nous demandons à EDUFAM de nous accompagner dans la scolarisation des jeunes filles puisque les moyens restent limités ».



**NDONIMA Justine,**

**17 ans**

Refugiée vivant au camp de Lusenda



*Je vis ici au « Village 1 » dans le camp des réfugiés à Lusenda. Quand j'étais devenue grosse, j'avais abandonné mes études car ce n'était pas vraiment indiqué, j'étais très jeune, je n'avais que 16 ans. Mes parents étaient choqués et avaient pris la décision de ne plus supporter mes études. C'est après la naissance de mon enfant que le Projet EDUFAM est intervenu pour nous assister par rapport aux frais scolaires. J'avais encore la volonté d'étudier, mais mes parents ne pouvaient plus couvrir les frais scolaires à cause de ma grossesse. Au début quand j'avais repris les cours, mes collègues se moquaient de moi en classe à cause de mon statut de maman ; mais je ne faisais pas attention à leurs moqueries, je me concentrais sur mes études. Après cette opportunité d'EDUFAM, nous avons reçu les nouveaux uniformes et j'ai été vraiment heureuse de pouvoir porter un uniforme neuf. Nous avons reçu également les cahiers, le dictionnaire ainsi que des stylos. Les cours évoluent bien mais j'ai des difficultés dans le cours de mathématiques ; mais j'essaye de fournir des efforts pour m'en sortir.*

*Je vis seule avec mon enfant, mais après mes études secondaires, j'aimerais trouver quelqu'un qui pourra couvrir mes frais académiques car je voudrais poursuivre mes études à l'université, pourquoi pas.*

*Les difficultés quotidiennes auxquelles je fais face c'est surtout quand mon enfant tombe malade car cela pèse sur moi sans l'aide de personne ; aussi je me débrouille comme je peux pour trouver à manger et répondre à tous les besoins de mon enfant, car je suis seule à supporter toute les charges de la maison.*

*Les activités que je fais en dehors des études pour couvrir des dépenses dans ma maison c'est mon petit commerce d'haricots et de riz ; c'est grâce à lui que j'ai pu m'acheter une petite parcelle puisque je ne pouvais pas supporter de continuer à payer un loyer de 5.000 FC (3 dollars américains) à la fin de chaque mois.*

*Pour le moment, je ne veux pas m'engager dans une relation avec un homme ; il voudra que je mette au monde un autre enfant et cela peut perturber encore mon parcours scolaire et d'autres projets que j'ai pour moi et mon enfant.*

*Ce que je peux dire à toutes ces filles qui accouchent dès le bas âge est de ne pas baisser les bras en abandonnant les études. Elles ne doivent pas se décourager à cause des moqueries et de la médisance mais au contraire avoir toujours de l'espoir et de la détermination pour continuer et terminer leurs études.*



Après la crise provoquée par la réélection de Pierre Nkurunziza (ancien Président de Burundi 2005-2020) pour un 3ème mandat au Burundi, des dizaines de milliers de réfugiés sont partis en exil en RDC. Depuis 2015 il s'observe des mouvements transfrontaliers de populations quittant le Burundi pour le Sud Kivu, notamment dans la plaine de la Ruzizi et à Fizi (province du Sud Kivu), fuyant les tensions politiques et sociales. Au 31 mai 2017, se comptaient plus de 39 000 réfugiés burundais sur le sol congolais dont plus de 29 000 dans le camp de Lusenda seulement. Au 31 avril 2021 ce nombre est passé à presque 45 001 dans les deux camps. La situation politique et sécuritaire globale dans la région reste très volatile, avec peu de perspectives de rapatriement à grande échelle, bien que l'intérêt des réfugiés à être rapatriés dans le pays d'origine grandisse, seulement 7,5 % entre la population vérifiée a montré l'intention de rentrer dans au Burundi.





EDUFAM travaille de concert avec le personnel enseignant, les établissements d'enseignement formel et professionnel pour mettre en place des curricula sensibles au genre et inclusifs, et des milieux scolaires sécurisés. Du matériel didactique et pédagogique adapté est élaboré en collaboration avec le personnel enseignant, les programmes scolaires sont adaptés aux filles et aux adolescentes marginalisées, et le suivi pédagogique des élèves est renforcé. Les établissements d'enseignement voient renforcées leurs capacités à répondre aux violences basées sur le genre grâce à la création et à la mise en œuvre de politiques, de procédures, et d'un système de veille et de rapportage instantané grâce aux technologies de l'information et de la communication. La formation professionnelle informelle est également adaptée, en collaboration avec des maîtres-artisans, pour être plus sensible au genre et pour permettre aux adolescentes et aux femmes sorties du système scolaire formel de suivre une formation axée sur l'emploi.





## Balange Sembelo,

46 ans

Membre du club des hommes/Lusenda

« Pour ma part, et selon ce que j'ai appris du projet EDUFAM, le projet m'a aidé à m'épanouir ; en effet je me sens épanouie surtout dans la manière de promouvoir la jeune fille qui n'était pas prise en considération dans notre société de Lusenda et surtout dans la culture de ma tribu bembe.

Grâce à EDUFAM, je comprends maintenant ce qu'est la masculinité positive, car aujourd'hui je scolarise mes enfants filles en vue de leur garantir un avenir meilleur. Car j'ai donné naissance à beaucoup de filles. Et je considérais cela comme une grande perte. Mais c'est à travers les sensibilisations d'EDUFAM que j'ai compris que les filles sont aussi des êtres vivants au même titre que les garçons et que tous les enfants sont égaux malgré la différence du sexe. Cette différence n'est pas synonyme d'une quelconque excellence ou médiocrité au niveau de l'intellect.

C'est pourquoi je suis convaincu que chaque parent doit amener et aider sa fille à étudier car elle est aussi capable de tout. A l'exemple de Jeanine Mabunda, une femme qui fut Présidente de l'Assemblée nationale (RDC), ou de la Ministre provinciale de l'enseignement au Sud-Kivu (RDC), qui a eu un bilan positif durant son mandat ... ces exemples montrent que l'homme et la femme sont tous égaux.

Aujourd'hui, il y a un changement positif dans


la manière de prendre en considération la femme et la jeune fille à Katungulu, Lulinda 1-3 et Lusenda où intervient le projet EDUFAM.

J'ai un seul garçon qui croyait que ma parcelle lui appartenait puisque c'est lui qui est le successeur de mon nom. Il était devenu orgueilleux car étant le seul fils parmi les filles. Mais un jour, je les ai tous réunis en expliquant que l'héritage leur appartient tous. Deuxièmement, je les ai encouragés à étudier pour préparer leur avenir ; j'ai insisté pour que le garçon se prépare et que la fille se prépare aussi, car chacun est utile à mes yeux. Ils ont accueilli joyeusement mes conseils et aujourd'hui chacun me parle de ce qu'il veut devenir dans le futur. Pour le moment c'est EDUFAM qui inonde mes pensées. Le fait de voir qu'il intervient aussi dans la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre qui sont une monnaie courante à Lusenda à cause de la présence des groupes armés, des kidnappeurs etc... fait que le taux de ces violences diminue progressivement depuis l'arrivée du projet EDUFAM à Lusenda. En effet, de Katungulu à Lusenda le taux est en baisse. Aujourd'hui, nous n'entendons parler de ces violences qu'au loin, à Lweba et Sanza...

Nous plaidons pour que le projet EDUFAM élargisse son champ d'action, qu'il ne s'arrête pas à Lusenda seulement, qu'il aille aussi à Baraka-Makobola où il y a des kidnappeurs, des gens qui ne savent pas ce qu'est une femme et en abusent comme ils veulent parce qu'ils détiennent des armes. Qu'EDUFAM prolonge sa durée et élargisse sa zone d'intervention jusqu'à atteindre tout le territoire de Fizi ».





A man with a short beard and a patterned shirt is focused on his work at a market stall. He is surrounded by fresh produce, including a large pile of ripe red tomatoes in the foreground. To his right, a blue plastic tub holds a large container of orange-red liquid, likely tomato juice, with two metal rods protruding from it. The background shows a rustic structure made of vertical wooden poles. The overall scene depicts a busy, traditional market environment.

*Balange en train d'aider sa femme dans la vente des tomates et autres produits de cuisine, tâche qu'il pensait autrefois réservée uniquement aux femmes*



« Nous avons participé à multiples formations notamment sur la masculinité positive, l'autonomisation de la femme, etc. Et celles-ci viennent nous interpeller nous les hommes. Tout d'abord à respecter les droits de la femme, ensuite à persuader les femmes à avoir confiance en elles et enfin à reconnaître la valeur de la femme dans nos milieux. A travers le projet EDUFAM, nous avons pu relever un problème. C'est le suivant : nous les hommes nous sous-estimons la femme et la jeune fille ; pourtant elles ont également des capacités, un savoir-faire et peuvent accomplir des réalisations au même titre que nous les hommes. Nous ignorions cela et c'est grâce à ces enseignements que nous avons réalisé que c'est erroné de penser que la femme est un être pratiquement faible.

Souvent même dans nos milieux, nos familles et même nos parents nous ont toujours fait croire que c'est seulement les garçons qui doivent aller à l'école et les filles sont faites pour le ménage et la procréation. Et lors du décès d'un parent, seuls les garçons héritent des biens de la famille et les filles sont catégoriquement exclues. Alors le message que je lance tout d'abord aux filles de mon village, de mon entourage est qu'il ne faut pas toujours se précipiter dans le mariage si elles ont l'opportunité



**Sherti Mapenzi,**  
**16 ans**  
Membre du club des garçons

d'étudier ; d'autres opportunités se présenteront au courant de la vie... Ensuite le second message est adressé aux garçons. Je leur demande d'éviter le harcèlement sexuel à l'égard de la jeune fille, les violences sexuelles et physiques qui détruisent la vie et gâchent le bonheur de la femme et de sa famille. Je reconnais qu'à un certain moment je pouvais aussi harceler une fille, une femme mais depuis ce jour, et compte tenu de tout ce que j'ai reçu comme formation je ne peux plus refaire certaines erreurs notamment celle de maltraiter et mépriser la femme. Même nos parents sont contents de voir que nous avons participé à la formation avec EDUFAM et ils attendent de nous un changement positif dans notre comportement futur ».

Wardik

**IRAMBONA Jolie,**

**16 ans**

Membre du Club des filles



« J'ai participé à plusieurs formations organisées par le projet EDUFAM et dès lors je sens que je peux m'auto-défendre face à certains problèmes, comment je peux prendre soin de moi afin de lutter contre les infections, etc. Souvent, j'use de pierres et des bâtons pour me défendre contre les ravisseurs. Et donc la question de l'auto-défense a été essentielle puisque nous vivons dans un contexte où il y a souvent des agressions et c'est important de savoir se défendre. Nous sommes prêtes à suivre le programme du projet EDUFAM surtout que nous avons encore beaucoup à apprendre : comment se tenir devant les ravisseurs et ou agresseurs, comment mieux s'auto-défendre etc... Les hommes nous sous-estiment et pensent que nous sommes incapables de participer à la prise de décision. Pourtant je pense que nous valons beaucoup plus. Dans ma classe nous sommes 5 filles et les garçons sont plus nombreux que nous et cela compte tenu du milieu dans lequel nous vivons. Lorsqu'une fille atteint un certain âge les parents commencent déjà à l'inciter au mariage.

Mais si cela pouvait m'arriver, que les parents m'exigeaient à me marier, personnellement je me révolterai en disant que je vais d'abord acquérir une formation solide et être un modèle pour ces autres filles qui pensent que la vie d'une jeune fille se limite au ménage. Le message que je souhaite adresser alors aux jeunes filles est de ne pas désespérer, d'étudier puisque l'éducation est importante surtout chez la femme ; car dit-on « éduquer une femme c'est éduquer toute une nation ». L'éducation nous accompagne dans toute notre vie.

Et enfin concernant le harcèlement et les violences basées sur le genre, toutes ensemble nous sommes en train de dénoncer certains cas de violations faites à la femme dans notre milieu. Même s'agissant des enseignants puisqu'autrefois certains de nos enseignants nous menaçaient de nous attribuer des mauvaises côtes si nous n'arrivons pas à répondre à leurs exigences ».



# Reportage

C'est très tôt le matin, au premier chant du coq que l'équipe de communication de la Caritas Goma rencontre Antoinette Ndoa à Lusenda, en territoire de Fizi. L'adolescente nous accueille dans la cuisine et nous explique ce à quoi elle se livre chaque matin pour ne pas provoquer la colère de sa tante avec qui elle vit. Antoinette Ndoa, avec son visage innocent d'une fille de 14 ans a derrière elle un passé lourd causé par une blessure qui a brisé sa vie.

« Quand je me réveille, je commence par balayer, je torchonne et je lave les assiettes. Mais bien avant, je puise de l'eau et ensuite quand je termine mes tâches ménagères je commence à préparer la nourriture ».

Un jour, Antoinette se rend au lieu de puisage d'eau. Sur sa route, elle croise son grand père qui lui propose de lui offrir une mangue. Profitant de l'absence des passants sur la ruelle, il attira la gamine dans les buissons et abusa d'elle.

Un peu plus tard dans la soirée, un passant trouvera Antoinette gisant au sol, vêtements déchirés et les parties intimes de son corps ensanglantées ; elle reprendra conscience à l'hôpital...

« Quand Antoinette a été violée je n'étais pas présente à Lusenda. J'ai trouvé que l'affaire était réglée au ni-

**Antoinette Ndoa,**  
14 ans

Autochtone/Lusenda







Antoinette avec sa tante Chantal Faizi dans leur domicile à Lusenda

veau de la famille et c'était déjà trop tard pour Antoinette. Malgré le fait qu'elle avait été conduite à l'hôpital, l'acte de son viol m'avait fortement révoltée. C'est pourquoi j'ai décidé de la prendre avec moi dans ma maison au lieu qu'elle reste avec ses parents », raconte Chantal FAIZI, tante de Antoinette avant d'ajouter : « A chaque fois qu'elle croise son grand père, elle pleure. Antoinette a changé et n'est plus enthousiaste comme dans le passé. Elle est devenue trop renfermée. Et quand je remarque qu'elle est trop triste, je fais en sorte qu'elle s'occupe avec

les travaux ménagers pour occuper son esprit.

Mais la famille a été détruite depuis cette histoire. On ne sait pas quoi faire car son grand-père est en liberté aujourd'hui. Il a détruit l'enfant et c'est lui qui s'en sort impuni ».

Son bourreau n'a jamais été mis aux arrêts, c'était une affaire tellement honteuse qu'il fallait paraître la régler en famille et ne jamais en parler. Aujourd'hui, le grand père habite le même quartier qu'Antoinette et de temps en temps, leurs chemins se croisent...

« A chaque fois qu'il me croise en cours de route il m'insulte me traitant de menteuse. Et quand je le vois, je me mets toute de suite à pleurer. C'est pourquoi je n'aime pas me rappeler de ces choses car ça me fait très mal », nous confie Antoinette au bord de larmes.

Pourtant, 2 ans se sont écoulés et Antoinette n'oublie pas. Et ce, malgré le soutien et le suivi psychosocial dont elle a bénéficié de la part des agents de l'ONG COFAS, dans le cadre du projet ÉDUFAM (Education des filles pour un avenir meilleur).

Aujourd'hui, la jeune adolescente rêve de devenir couturière. Antoinette a arrêté ses études en 3ème année primaire ; la pratique de la coupe et couture est la seule activité qui lui a fait retrouver le sourire...

« Moi, je voudrais être couturière et ainsi je pourrais coudre des jolis modèles pour mes clients et mes enfants », souhaite -t-elle.

Comme Antoinette, Adolphine Sanya, aujourd'hui devenue mère et dépressive après un viol à l'issu duquel un bébé naitra, a connu le même calvaire.

C'est depuis 2019 que la jeune mère de 16 ans est prise en charge

par les encadreurs psychosociaux de COFAS et bénéficie des cours de rattrapage scolaire (CRS) que propose EDUFAM.

Elle connaissait son bourreau car c'était un monsieur respectueux de sa communauté. Un jour, ce dernier propose à Adolphine de l'accompagner au champ pour aller cueillir le palmier. Ce qu'elle fut sans inquiétude car dans sa communauté une fille n'a pas le droit de dire non, surtout à un monsieur, quand on demande un service.

Une fois au champ, ce dernier se jettera sur elle et exécutera son acte ignoble en violant Adolphine. Après, son acte, le monsieur prit fuite et changea de village, par crainte de représailles.

Pendant ce temps, Adolphine, saisie de peur ne dira rien à sa mère sur ce qui s'était passé avec leur voisin : « j'avais peur de dire à maman que « babu » (langage de politesse en swahili pour désigner une personne âgée) m'avait violée, je pensais qu'elle n'allait pas me croire.

Ce n'est qu'après 6 mois, quand la grossesse avait déjà pris forme que la mère d'Adolphine lui posera la question.





**Adolphine Sanya,**  
16 ans

Autochtone/Lusenda

« Quand les gens de mon village ont su que j'étais enceinte, beaucoup sont ceux qui ont directement pensé que j'ai inventé cette histoire pour avoir de l'argent et salir la réputation du monsieur vu que c'est quelqu'un de riche et respectueux dans le village. Mais la vérité est que ce jour-là il m'a violé et c'est de ce viol que je suis tombée enceinte. Je n'avais jamais connu d'hommes avant cet acte -là », confie Adolphine.

Seule sa mère croira à son témoignage. Et malgré les conseils de ses voisins sur le fait de faire avorter son enfant, la mère d'Adolphine a préféré que cette dernière garde l'enfant : « Seul Dieu a le droit d'ôter la vie de quelqu'un », disait la mère d'Adolphine.

Ensuite, grâce aux sensibilisations des relais communautaires sur la dénonciation des cas des violences sexuelles, COFAS sera saisie.





« La mère d'Adolphine est venue nous voir alors que sa fille avait 6 mois de grossesse. Nous avons juste eu le temps de donner quelques conseils et d'orienter l'enfant au Centre de santé pour voir s'il n'avait pas eu une affection. Nous ne pouvions pas faire grand-chose vu que son violeur avait fui. Aussi, nous avons été buté au fait que la petite ne parle pas vraiment et depuis son agression sexuelle elle est devenue dépressive et ne joue plus avec ses amis nous a appris sa mère. Mais après plusieurs séances elle semble accepter son sort. Et se débrouille tant bien que mal à retrouver le sourire.

Grâce au cours de rattrapage scolaire, elle a repris au niveau du primaire, en 6ème précisément. On espère qu'elle va continuer le secondaire.

Avec sa mère et son fils la famille ne vit aujourd'hui que de la vente de lobe. Mais ce n'est pas rentable et la famille est extrêmement pauvre. Je ne sais pas dans quelle mesure EDUFAM peut aider la mère de l'Adolphine avec une activité génératrice de revenus.

- L'Est de la République démocratique du Congo (RD Congo) est depuis près de deux décennies le théâtre d'horribles scènes de viol et d'autres formes de violences sexuelles. Des dizaines de milliers de femmes, de filles, d'hommes et de garçons ont été violés ou ont été victimes d'autres abus sexuels. Le nombre exact des victimes n'est pas connu. Le système judiciaire congolais est miné par la corruption, par la faiblesse de ses capacités et par les ingérences politiques. Certains bourreaux sont retournés voir les victimes qui les avaient dénoncés pour les menacer. Human Right Watch est convaincu qu'un nouveau mécanisme judiciaire est nécessaire en RD Congo afin de mettre fin à l'impunité dont bénéficient les auteurs de graves crimes contre le droit international, y compris les violences sexuelles.
- Un grand nombre de victimes ne dénoncent pas les violences sexuelles par peur d'être stigmatisées et rejetées par leurs familles et leurs communautés. En outre, de nombreuses victimes n'ont pas accès à la justice parce qu'elles ne peuvent pas payer les frais judiciaires, médicaux et/ou de déplacement liés aux procédures judiciaires. Nombreuses sont aussi celles qui craignent pour leur sécurité et de celle de leurs familles, leurs besoins de protection étant souvent négligés par les autorités judiciaires...



# Interviews

## Cellule de communication/Caritas Goma : quel est selon vous l'impact du projet EDUFAM à Lusenda ?

**Claudine Mareba:** Les indicateurs de l'impact de cet important projet sont en train de se consolider sur le parcours, je ne peux pas dire vraiment qu'on est arrivé au bout. Je peux dire selon moi que quand le projet a débuté, il s'est observé une petite résistance des femmes à participer dans nos assises. Et après le projet les a sensibilisées en leur montrant qu'elles ont aussi droit à la parole, qu'elles ont le droit d'exprimer tout ce qu'elles ressentent pour le développement de la communauté. Nous avons retrouvé les femmes dans les Comités des parents d'élèves et dans les Comités de conseils de gestion des écoles ; les femmes sont représentées et elles ont compris qu'elles aussi peuvent participer à l'évolution, à la performance de leurs élèves et à la bonne gouvernance des écoles, là où leurs élèves étudient.

## Par rapport au changement qui s'est manifesté chez les femmes, que disent les hommes ?

Dans leurs habitudes, les hommes ont tendance à étouffer les femmes lorsqu'elles s'expriment et selon les us et coutumes de certaines cultures, la femme n'a pas le droit de s'exprimer devant les hommes. Des fois, même lorsqu'une femme s'exprime, les hommes ont tendance à lui arracher intempestivement la parole. Mais depuis qu'on a mis en place des groupes ou des clubs des hommes et le contrat de suivi social, les hommes commencent à comprendre que les femmes peuvent avoir aussi de bonnes idées pour le développement et le changement au sein de la communauté. En tout cas ce changement est réel même au sein des associations des femmes. Auparavant ces associations étaient focalisées sur la coupe et couture et les formations professionnelles mais elles ont compris qu'elles doivent aussi s'investir



*Claudine Mareba, Chef de projet et Spécialiste en Education au sein du projet EDUFAM, Caritas-Développement Goma, volet Education.*

dans des actions de sensibilisation pour le changement au sein de leurs communautés. Maintenant elles ont participé à des séances de sensibilisation sur les violences basées sur le genre et sur l'importance de l'éducation. Pour nous c'est déjà un plus pour les partenaires.

**Est-ce qu'au départ ce n'était pas une forme de discrimination de la part des hommes parce que vous vous êtes beaucoup plus penchées sur les femmes.**

Je peux donner l'exemple, surtout dans les écoles, les garçons nous taquinaient et taquinaient aussi les filles disant pourquoi seulement EDUFAM et non pas EDUHOMME... Tout cela parce qu'ils n'avaient pas encore compris le concept EDUFAM, c'est pourquoi l'équipe du projet leur a d'abord expliqué le concept EDUFAM. Et c'est après ces explications qu'il s'observe que les garçons et tous les hommes comprennent. De fois les hommes dont les femmes n'ont pas étudié ou soit fini le cursus scolaire regrettent lorsqu'ils voient



d'autres femmes s'exprimer ; c'est pourquoi il faudra toujours leur expliquer le contexte qui a fait que le projet se soit engagé pour les femmes parce qu'il y a de cela des décennies depuis que ces femmes sont stigmatisées.

**En tant que responsable du volet Education dans le projet EDUFAM, quel est l'impact de ce volet dans l'éducation des filles et de toute la communauté en général.**

De par les activités que nous menons auprès des filles nous avons senti que la participation des filles à l'éducation était très minime. Nombreuses arrivaient à abandonner les études parce que même dans leurs familles biologiques les parents prenaient seulement en charge les frais scolaires des élèves garçons soit disant que même si une fille est scolarisée, elle ne sera pas rentable pour sa propre famille mais elle le sera dans sa belle-famille. Aujourd'hui à travers le paiement des frais scolaires pris en charge par le projet et le kit scolaire, les filles ont réintégré leurs écoles. C'est vraiment un impact positif.

**Concernant les bourses d'étude, quels sont les critères que vous mettez en place pour cibler les bénéficiaires ?**

Nous nous sommes dit que le projet EDUFAM ne saura pas prendre en charge toutes les filles des écoles mais selon le plafond du budget du projet, nous avons ciblé les élèves de deuxième, troisième et quatrième année secondaire afin de leur permettre de terminer le cycle selon la durée du projet. Nous avons 320 (trois cent-vingt) boursières, dans 6 (six) écoles bénéficiaires du projet. Elles ont bénéficié chacune d'un kit scolaire (uniforme, soulier, cartable,) mais aussi leurs frais scolaires sont pris en charge par le projet.



Wardik

**Pourquoi l'existence d'un espace des filles au sein des écoles ?**

Au sein des écoles nous avons mis en place des espaces pour les filles pour former des clubs des filles qui nous permettraient de les accueillir et échanger avec elles sur les thèmes qui les concernent, des thèmes liés à la santé sexuelle et à la reproduction de la jeune fille et à l'importance de l'éducation. Aussi, EDUFAM devrait appuyer d'autres filles du secondaire parce qu'à l'école primaire c'est la gratuité. EDUFAM pouvait alors appuyer les élèves de l'école par un kit scolaire parce que leurs frais sont gratuits.

**A l'école, que disent les filles qui ne sont pas prises en charge par EDUFAM ?**

En tout cas c'est ça le défi auquel nous faisons face. Le Projet a sensibilisé les filles pour qu'elles retournent à l'école parce qu'à la maison elles étaient oisives et courraient des risques au regard de certains problèmes spécifiques à leur environnement. Surtout les filles de la septième, huitième et première secondaire qui se sentent délaissées, au risque même d'abandonner les études.





*Place de sécurité des filles dans le milieu scolaire, un endroit où elles se réunissent pour échanger librement sur des sujets qui les concernent directement (menstrues, éducation à la vie, mariage précoce, harcèlement...)*



## **Parlez-nous des cours des rattrapages scolaires (CRS)**

Ils viennent de la communauté hôte et de la communauté des réfugiés. Ce sont les enfants déscolarisés qui ont abandonné l'école pendant deux ou trois ans au cycle primaire pour réintégrer le centre de rattrapage scolaire afin de monter et progresser au même rythme que ceux-là du cycle normal. Ici, ils apprennent à vivre la cohabitation pacifique.

Les enfants qui sont au premier niveau dans le centre de rattrapage scolaire ont la même formation que ceux-là des classes de premières et deuxième primaires pour le cursus normal. Celles du niveau 3 sont les filles qui sont en cinquième et sixième années primaire. Elles vont faire le test national de fin d'études primaires (TENAFEP) comme ceux-là du cursus normal pour obtenir le certificat et poursuivre ainsi avec les études secondaires comme tous les autres enfants.

## **Quelles sont les difficultés auxquelles vous faites face dans la mise en œuvre de votre carrière ?**

Le Projet EDUFFAM rencontre beaucoup de difficultés, notamment l'insécurité dans la zone d'intervention et l'activisme des groupes armés qui s'affrontent régulièrement,

avec pour conséquences des déplacements massifs des populations ; celles-ci s'adressent à l'équipe du Projet pour résoudre leurs problèmes, ce qui est difficile puisqu'elle ne fait pas partie de notre cible. La demande de services est de loin plus élevée que l'offre, étant donné que le budget du projet ne peut pas répondre à tous les problèmes qui se posent à la communauté.

## **Qu'en est-il de votre collaboration avec d'autres partenaires intervenant dans le projet et surtout COFAS, qui intervient dans la prise en charge psychologique des survivantes des violences sexuelles ?**

Nous travaillons vraiment en collaboration avec COFAS. Surtout quand il s'agit des filles survivantes des violences sexuelles qui veulent réintégrer l'école. COFAS nous les réfère et elles intègrent l'école à condition qu'elles répondent aux critères de sélection, entre autres : être en deuxième, troisième et quatrième secondaire pour bénéficier du kit et des frais scolaires ; dans le cas contraire la fille ne sera pas prise en charge, ce qui reste encore un défi.

## **Avez-vous un message à ces filles qui vous écoutent, même à ces petits garçons.**

Mon dernier message est que je suis fière d'abord d'exprimer ce que vous me demandez mais aussi la lutte est encore en cours parce que le changement de mentalité au sein de la communauté, c'est tout un processus. Je ne dirai pas qu'après ces deux ans d'intervention du projet EDUFAM dans cette zone, tout le monde a changé de mentalité, que tout le monde a compris, que tout le monde a changé sa façon de voir les choses...En tout cas non car le changement est un processus, comme je l'ai encore dit. Il y a ceux-là qui ont déjà compris et d'autres qui, avec le temps et les témoignages de ceux qui ont compris, commencent aussi à changer. Nous comme équipe du projet EDUFAM, nous allons aider ces femmes à s'exprimer à travers la radio, la Journée internationale des droits de la femme, la journée dédiée à la jeune fille et la journée pour l'enfant africain.





Alonga Bilombe Timothe, Prefet Lukolela

**Cellule de communication : Selon vous, pourquoi un taux élevé de la non scolarisation des filles à Lusenda ? A quoi est due cette situation ?**

**Alonga Bilombe:** cette situation est causée par plusieurs paramètres. C'est à partir de la base. Vous voyez que pour une maison par exemple, la base c'est sa fondation. Et pour l'enseignement c'est pareil, la base c'est l'école primaire. Maintenant si

au niveau de l'école primaire les filles n'ont pas eu une base solide surtout si elles n'ont pas à tout moment parlé en français à l'école, elles ne peuvent pas vraiment aborder l'enseignement secondaire avec l'assurance qu'il faut. Par rapport aux formations reçues du projet EDUFAM, nous pouvons dire qu'il y a certains changements qui s'observent surtout chez les filles. Il y a certaines qui ont regagné le banc de l'école.

Malheureusement ici chez nous à l'école secondaire les femmes ne postulent pas comme enseignantes. C'est pourquoi vous allez voir que, comme ici dans mon école, il n'y a aucune femme enseignante. Ailleurs vous pouvez trouver une ou deux, mais difficilement trois. C'est-à-dire que dans notre milieu, il y a un problème qui se pose et qui fait que les femmes ne postulent pas comme enseignantes à l'école secondaire.

En réalité, elles ont des diplômes d'Etat comme tous les autres hommes ou tous les garçons mais il se fait que leur niveau est relativement bas par rapport à l'éducation qu'elles ont reçue ; raison pour laquelle elles ne peuvent pas s'en sortir facilement avec l'enseignement secondaire qui se donne en français. Comme elles ne maîtrisent pas la langue française, elles seront difficilement capables de dispenser un enseignement de qualité, un enseignement qu'il faut dans une école secondaire.

**Par rapport à ce que vous avez reçu comme formation dans le cadre du projet EDUFAM, nous allons parler de l'inclusion de la femme. Est-ce que chez le préfet tout comme chez l'enseignant il s'observe des changements ? Est-ce que vous accordez la chance**

**aux jeunes filles de s'exprimer également ?**

Oui, nous avons des élèves filles d'abord, bien que nous n'ayons pas des enseignantes mais nous avons des élèves qui s'expriment librement. Il y a de la place pour les filles, où elles bénéficient d'un espace pour s'exprimer, sans discrimination parce que même dans le gouvernement des élèves il y a des femmes qui sont les chefs des classes.

Il est vrai que nous avons bénéficié de beaucoup de formations du projet EDUFAM par la Caritas-Développement GOMA et de COFAS. Avec toutes ces formations les femmes commencent à comprendre qu'elles doivent aussi s'intégrer dans la société et avoir un niveau d'éducation et d'instruction qui les mettent suffisamment à l'aise pour parler parmi les hommes, donc de ne pas se sentir minimisé et sous-estimé. Bien sûr qu'on ne naît pas comme on est ; c'est par sa force, son courage que l'on devient ce que l'on est. Donc si elles veulent elles peuvent aussi devenir comme d'autres femmes du monde bien que le milieu soit un milieu reculé mais cela n'empêche pas qu'elles soient comme les autres femmes.



**Et au-delà de l'Institut, est-ce que vous en tant que parent vous amenez également cet enseignement-là chez vous à la maison ?**

Certainement je suis parent avant d'être préfet d'études. C'est ce que nous disons à tous nos enfants, à toutes nos filles que c'est important et c'est de leur intérêt de pouvoir étudier parce qu'avec les études une personne change de niveau : elle vas de bas en haut et elle devient autonome.

**Qu'en est-il des harcèlements ici quand il s'agit d'un enseignant par rapport à son élève jeune fille.**

Les harcèlements sont multiples. Nous pouvons citer par exemples les harcèlements sexuels. Si cela s'observe dans le chef d'un enseignant à son élève fille, nous prodiguons des conseils à tous les enseignants en les exhortant à considérer ces filles comme leurs propres enfants. Qu'ils doivent s'abstenir de les toucher et les considérer comme leurs copines. C'est pour cette raison que nous tenons à sanctionner un enseignant qui tombe dans une situation pareille (auteur d'actes d'harcèlement).

Vous avez également reçu des formations, comme nous l'avons dit sur l'inclusion des femmes dans des

institutions de formation qui permettent aux femmes là de comprendre qu'elles doivent également décider... mais qu'en est-il quand il s'agit d'une personne handicapée et de surcroit une femme ?

Une femme c'est une femme malgré son infirmité ; elle est considérée comme toutes les autres femmes. C'est à partir de toutes les formations que nous avons reçues que nous avons adopté une autre attitude ; avant, en voyant une personne infirme, l'idée était qu'elle n'avait pas de place dans la société... que comme c'est Dieu l'avait créée ainsi, elle n'avait qu'à continuer à rester comme elle était... Mais actuellement les membres de la communauté commencent à comprendre au fur et à mesure que l'infirmité ne veut pas dire que la personne ne peut pas travailler... et qu'elle ne devrait pas se voir attribuer aussi n'importe quel travail. Donc il convient de lui trouver un travail qui est adapté à sa situation...

**Quel message pouvez-vous donner à ces écoliers et écolières en vous basant sur le projet EDUFAM.**

En tant que préfet, le message que je voulais donner à toutes les écolières c'est d'abord de ne pas se sous-estimer, de prendre conscience de

leurs propres capacités ... qu'elles se disent que le monde d'aujourd'hui leur appartient... Qu'elles s'approprient cette réalité pour qu'elles puissent aussi se démarquer avec les autres qui n'ont pas étudié... C'est ce qui fera qu'une femme qui a étudié soit aussi différente de celle qui n'a pas étudié. Qu'elles essaient de se prendre elles-mêmes en charge et de vouloir faire davantage, comme les hommes.

**Est-ce qu'il y a des espaces pour ces femmes, les élèves trouvent-elles un moment pour parler entre elles. Vous avez dit que vous n'avez aucune femme comme enseignante dans votre école?**

Nous n'avons pas une femme comme enseignante, c'est vrai ; mais il y a des moments où les animatrices du projet EDUFAM viennent s'entretenir avec les élèves filles. Nous leur accordons des espaces pour leur entretien mais malheureusement avec la construction qu'on a faite ici, ça n'a pas reflété ce que le projet EDUFAM attendait ; on ne peut pas accuser quelqu'un... Toutefois quand il y a des moments opportuns c'est nécessaire qu'ils puissent s'entretenir ; nous leur accordons une salle pour qu'elles s'entretiennent aisément avec les élèves.





**Esther Amisi,**  
Assistante sociale basée à Lusenda

**Cellule de communication :**  
**Quelles sont les difficultés auxquelles vous faites face en tant qu'une assistante sociale dans le projet EDUFAM ?**

*Esther Amisi:* Je réponds au nom d'Esther Amisi, assistante sociale dans le projet EDUFAM du accompagné par COFAS. C'est ma quatrième année d'expérience dans cette carrière d'assistante sociale. J'avais commencé depuis 2019, aujourd'hui nous sommes en 2022, ce qui fait 4 ans. Nous rencontrons tant de difficultés dans notre carrière. Quand nous recevons par exemple une survivante des violences sexuelles, nous lui assurons seulement une prise en charge psychologique puis nous la référons à l'hôpital sans pour autant connaître la suite de son évolution ; il serait mieux que le projet EDUFAM assure la prise en charge holistique, comme ça, ça nous permettra de suivre le cas reçu du début à la fin. Aussi il serait souhaitable qu'EDUFAM assure la réinsertion socio-économique des survivantes après tous les suivis lui assurés. Souvent je me dis que seuls les conseils ne suffisent pas pour une survivante des violences sexuelles, car elle a aussi besoin des moyens pour vivre.

**Qu'est-ce qui était arrivée à la petite Antoinette ?**

Antoinette a traversé un moment très difficile. C'est une fille de 12 ans qui a été violée par son grand-père en 2020. Et c'était le premier cas que le projet EDUFAM avait reçu en novembre dernier. Son cas a été documenté et référé à d'autres partenaires compétents en la matière pour la prise en charge médicale et juridique. Malheureusement la prise en charge juridique n'était pas bien assurée car le bourreau n'était pas poursuivi en justice et est libre maintenant. Mais pour nous ce n'est pas la fin car nous allons mettre en place tous les mécanismes nécessaires pour que ce suivi soit assuré.

**Comment vous avez pu à connaître Antoinette et quand vous l'avez reçue pour la toute première fois quelle était sa situation ?**

C'est sa mère biologique qui l'avait amené à notre bureau. Elle nous a relaté l'histoire de l'acte malsain commis disant que tout s'est passé vers 18heures lorsqu'elle avait envoyé Antoinette puiser de l'eau et c'est chemin faisant qu'elle a rencontré son grand père qui l'a pris par force et a abusé d'elle. Quand sa mère avait appris que le projet EDUFAM prend en charge les filles



victimes des violences sexuelles c'est alors qu'elle nous a amené sa fille Antoinette. Pendant cet entretien, Antoinette n'arrivait même pas à sortir une parole de sa bouche, elle ne faisait que pleurer. Vu la blessure qu'elle avait déjà dans son moi intérieur, Antoinette avait du mal à se dépasser, à comprendre et à accepter la situation dans laquelle elle était passée, ce qui a fait à ce qu'à un certain moment Antoinette a connu des crises répétitives jusqu'à ce qu'elle était devenue épileptique. A ce stade nous l'avons référé à l'hôpital pour les soins appropriés mais aussi nous lui assurons des suivis psychologiques, aujourd'hui Antoinette est en train de retrouver son sourire.

### **N'avez-vous pas vu Antoinette pleurer lorsqu'on lui a accordé une interview ? Qu'en dites-vous en tant qu'Assistante psychosociale ?**

Pleurer c'est normal pour tout être humain, surtout lorsqu'on est en train de se remémorer des souvenirs d'une situation difficile qu'on a traversée ; la blessure peut être cicatrisée mais la personne n'oublie pas. Surtout le cas de la jeune Antoinette est très sensible parce qu'elle voit souvent et vit avec son grand-père, l'auteur du viol, dans le même vil-

lage. Souvent quand elle le voit elle se rappelle de cette scène abusive qu'elle a connue, raison pour laquelle elle a pleuré.

### **Cela veut dire qu'il y a d'autres mécanismes à mettre en place pour que la blessure d'Antoinette soit cicatrisée même si on n'oublie jamais ce qu'on a vécu ?**

Petit à petit Antoinette est en train de comprendre et accepter sa situation. Mais, vu que les conditions de vie dans sa famille sont très difficiles et qu'elle a connu ce problème à un très bas-âge, Antoinette a du mal à oublier et à comprendre. C'est pourquoi nous sollicitons ses parents de la déplacer dans un autre milieu pour qu'elle ne voit plus son bourreau.

### **Quelle autre solution préconisez-vous pour aider Antoinette ?**

Comme solution, j'aurais souhaité que l'auteur de ce viol soit d'abord traduit en justice et que Antoinette soit inscrite dans la formation des métiers comme la coupe et couture qu'elle-même a évoqué lors de l'interview qu'elle a accordée afin qu'elle soit autonome dans sa vie future.

### **Vous rencontrez de nombreux cas de survivantes des violences sexuelles, que faites-vous pour que ces témoignages ne vous affectent pas où créer en vous des blessures intérieures ?**

Bien sûr, ces témoignages me donnent parfois du stress, mais je suis appelée à les surmonter pour éviter de pleurer aussi devant la victime. Ce métier n'est pas facile mais nous arrivons quand même à nous dépasser à travers de nombreuses pratiques comme par exemple écouter une musique qu'on aime, lire un roman... pour ne pas tomber dans la dépression. C'est notre profession, nous sommes obligés de la vivre ainsi au profit non seulement des enfants mais de toute la communauté.

### **A quel moment dirons-nous que quelqu'un a fait une rechute dans le cadre de l'accompagnement psychosocial ?**

Une personne connaît une rechute souvent face à des cas qui nous dépassent. Par exemple, quand il s'agit d'une victime, qui, de par sa situation a du mal à s'exprimer et ne fait que pleurer. Pour un tel cas nous la laissons se reposer pendant deux ou trois heures pour qu'elle reprenne la force. Pour le cas d'Antoinette, il n'y a pas de rechute parce qu'elle

se dépasse pour le moment. Quant à nous assistante psychosociale, il nous est recommandé pour nous détendre de prendre chaque fois une heure de repos et de loisir après avoir mené un entretien d'écoute avec une survivante ; ce qui nous permet de dépasser les émotions vécues par la victime et qui peuvent nous affecter, et nous éviter la dépression.

### **Qu'est-ce que l'accompagnement psychologique, qu'est-ce que vous dites aux cas qui vous sont référés ?**

Nous leur prodiguons des conseils à travers des mots d'encouragement ; nous leur faisons comprendre qu'ils ne doivent pas perdre espoir parce que la situation qui leur arrive ne devrait pas constituer la fin du monde pour eux ; car, après avoir vécu cette situation il y a encore la vie, il y a encore à faire et c'est pour cette raison qu'il faut aller de l'avant.





**Pierre Zihalirwa Masonga,**  
*Chef de projet EDUFAM/COFAS*

**Cellule de communication : quelle était la situation de la femme de Lusenda avant EDUFAM ?**

*Pierre Zihalirwa:* Lors de l'étude de faisabilité du projet nous avons eu des entretiens avec les parties prenantes au projet : l'école, les autorités coutumières, les femmes et toutes les couches de la communauté. Et parmi toutes ces couches de la communauté nous avons relevé les coutumes rétrogrades qui pèsent sur la femme. Ces coutumes rétrogrades sont à la base de la non scolarisation, la non considération de la femme dans la communauté de Lusenda. Ces coutumes donnent une place de choix à l'homme au détriment de la femme, et cela se manifeste dans tous les secteurs de la vie : sur le plan social, économique et juridique. Pour aller plus loin nous avons échangé avec une personne concernant l'héritage dans la communauté de Lusenda, la personne nous a fait savoir que la femme n'a pas droit d'hériter. Si vous n'avez eu que des filles, l'héritage sera confié au garçon du petit frère du papa (au cousin) et après la veuve et toute sa famille seront renvoyées. C'est tout ce qui a fait que le projet EDUFAM soit fondé sur la promotion de la

femme. Et donc le projet EDUFAM devrait se baser sur les différentes lois qui défendent les droits de la femme et qui visent la promotion de la femme.

Nous avons poussé notre analyse en profondeur, nous sommes arrivés au point où on a sillonné toutes les écoles. Nous avons constaté que le taux de scolarisation des filles était bas par rapport à celui des garçons. Ici à Lusenda il y avait un phénomène qui s'appelait femmes démobilisées : ce sont les femmes qui ont quitté leurs foyers pour retourner chez leurs parents parce qu'elles ont connu un mariage précoce. Alors arrivées à l'âge majeur elles ne sont plus à mesure de vivre avec ces hommes ; elles se sentent obligées de retourner sous le toit parental.

Dans les écoles, j'ai dit que la fréquentation des élèves garçons était très élevée par rapport à celle des filles. D'ailleurs la communauté de Lusenda n'a pas l'habitude de scolariser les filles. Selon leur us et coutumes, la fille est bonne seulement au foyer, à faire la vaisselle, les travaux ménagers... Au regard de ce qui précède, nous avons pensé qu'il doit y avoir un objectif par rapport à cette thématique.



Nous avons aussi relevé la pauvreté chez les femmes, une pauvreté qui a comme source la non considération de la femme dans la société. En ce qui concerne le droit à l'héritage, il est réservé aux hommes uniquement. Alors les femmes sont devenues les plus vulnérables.

Pour rétablir l'équilibre, il a fallu que le projet EDUFAM intervienne avec comme objectif d'autonomiser la femme à travers l'éducation.

### **Face à une victime des violences sexuelles que fait COFAS ?**

Nous développons beaucoup des services par rapport à la prise en charge des survivantes des violences sexuelles. Le rôle primordial des assistantes sociales c'est l'accueil, l'écoute, le référencement et le contre référencement. Elles doivent écouter la survivante pour connaître le problème et dans quel contexte il est arrivé et, ensemble, elles doivent identifier la piste des solutions.

### **Pensez-vous qu'il y a eu des avancées par rapport à votre travail depuis EDUFAM ?**

Des avancées oui. Puisqu'un Mumbembe pouvait facilement marier sa fille de 13 ans et sans que cela ne soit un problème. Mais aujourd'hui tout le monde craint de marier une

mineure par peur d'être poursuivi par la loi, tel que le projet EDUFAM l'a fait savoir. Comme par exemple à un moment donné nous avons reçu une fille qui est venue accuser sa mère qui voulait la donner en mariage à un homme veuf, ce dossier a été poursuivi progressivement par EDUFAM (assistantes sociales EDUFAM/COFAS). Nous avons écouté la fille, sa maman et l'homme qui voulait l'épouser puisque ce n'était pas encore un cas incident, mais un cas en devenir. Le monsieur voulait nous faire comprendre que c'est une grande dame mais nous lui avons parlé de la loi qui dit que toute personne devient majeure à l'âge de 18 ans et il a compris (j'espère !).

Par contre, la maman a toujours insisté parce qu'elle croyait gagner de l'argent (la dot) mais heureusement cette union n'a pas été conclue ; jusqu'aujourd'hui la fille poursuit ses études.

### **En votre qualité d'agent de COFAS, connaissez-vous des problèmes ? N'avez-vous pas peur d'être la cible des personnes qui garantissent finalement cette culture ?**

Je ne dirai pas que nous avons peur parce que nous avons été formés pour ça et nous savons que le changement ne peut pas être effectif en

un seul jour ; c'est tout un processus. Nous avons des actions que nous menons en amont, en aval et en intermédiaire. En aval nous ciblons la communauté à travers les sensibilisations ; nous sommes en contact avec tous les médias de la place qui vulgarisent les messages de lutte contre les violences sexuelles et qui informent sur les services offerts par le Projet. Nous avons aussi les activités de plaidoyer au niveau national et celles que nous menons concrètement avec toute la communauté. Nous faisons notamment des formations, des échanges, de tables rondes, des discussions guidées autour toujours des thématiques violences sexuelles et violences basées sur le genre en explicitant leurs inconvénients. Nous profitons de ce moment pour montrer à la communauté que notre objectif est de rétablir l'égalité entre l'homme et la femme tout en leur rassurant que nous ne sommes pas venus sacrifier les hommes pour promouvoir les femmes, car notre thématique c'est l'éducation pour toutes et pour tous. Nous voulons seulement qu'il y ait une grande représentativité des filles scolarisées dans des écoles. Et exactement l'effectif a augmenté cette année scolaire. Tout ce travail m'a valu aujourd'hui le surnom de DA PIERRE. Le préfixe « DA » (diminutif de dada qui signifie grande

ou petite sœur) en voulant ainsi signifier dans le contexte d'ici que je suis devenu également une femme.

### **Vous avez organisé un tournoi de football pour promouvoir la femme et la jeune fille, qu'est-ce que COFAS réserve pour les gagnants ?**

Ce tournoi a été organisé pour créer de l'enthousiasme autour des filles qui sont retournées à l'école. Ces filles doivent être en bonne collaboration avec leurs frères, c'est pourquoi nous enseignons la masculinité positive aux garçons et aux enseignants. Pour garder cette dynamique, nous travaillons avec les filles sur leurs talents que nous visons de promouvoir. C'est pourquoi nous organisons une compétition de foot, basket, chants... Elles vont aider ces filles à développer certains talents qui pourront leur servir dans l'avenir. Il y a des filles qui ont pu se défendre localement à travers les arts martiaux (notamment le karaté) parce qu'elles se apprennent à se défendre elles-mêmes en cas d'agressions, de violences ; et nous avons pour chaque école tous les équipements pour ces filles.

Les prix pour les gagnants seront discutés avec la communauté qui maîtrise bien ses besoins. Nous allons nous asseoir dans une réunion





Vue d'école réhabilité par EDUFAM /Lusenda



avec toute la communauté pour savoir comment distribuer les prix à la meilleure équipe, à la meilleure buteuse, à la meilleure joueuse et à la meilleure chanteuse. Qu'on puisse donner un prix qui sera gravé dans la tête de la gagnante, cela pourra être une émulation pour d'autres filles pour l'avenir et que les filles qui sont encore à la maison comprennent que le bon encadrement ne se trouve qu'à l'école.

**Qu'en est-il de l'impact de la masculinité positive au sein de la population de Lusenda, surtout chez les hommes mariés et les garçons.**

L'impact de la masculinité positive ne sera pas palpable automatiquement mais nous commençons déjà à en observer certains indicateurs dans la communauté... En effet, il était difficile qu'un l'homme habitant Lusenda balaye la cour de sa maison ; ce n'est pas envisageable au regard de la coutume locale. De même, les garçons de Lusenda ne pouvaient pas aider leurs sœurs à effectuer des travaux ménagers, au motif que leurs parents ne leur ne leur avaient pas inculqué cette culture...A Lusenda, les tâches ménagères étaient faites par les filles seulement.

Depuis que nous les sensibilisons sur la masculinité positive qui contribue finalement à la promotion de leurs sœurs, il y a au moins un changement comportemental qui se manifeste chez les hommes et les garçons. Il est rapporté qu'on les voit aider les filles dans des travaux ménagers, ce qui leur permet de consacrer plus de temps à étudier et dans de bonnes conditions. A un certain moment, puisqu'ils n'avaient pas encore compris le souhait d'EDUFAM, ils avaient déjà planifié une marche contre le projet ; ils se voulaient demander au Gouvernement de nous chasser de Lusenda. Mais nous leur avons expliqué comment les garçons pouvaient aussi bénéficier du projet. Petit à petit les hommes commencent à comprendre et les filles prennent déjà leurs responsabilités et ne se laissent plus faire comme auparavant. Maintenant le niveau du harcèlement sexuel au niveau des écoles est en baisse parce que les enseignants et les garçons ont peur d'être poursuivis en justice. Depuis l'installation du numéro vert de COFAS, les filles comprennent aussi qu'elles doivent dénoncer toute forme de harcèlement sexuel. Ce sont là des impacts qui sont en train d'être observés au fur et à mesure que nous avançons avec le projet EDUFAM.

**Après avoir évalué l'impact du projet EDUFAM à Lusenda, croyez-vous avoir atteint le maximum du résultat attendu par le projet ?**

Le projet EDUFAM est prévu sur une période de 4 ans ; mais jusque-là nous sommes encore à la deuxième année. La première année c'était une phase d'installation du projet et il est normal que nous n'ayons pas mis en œuvre beaucoup d'activités à impact. A la deuxième année, nous passons à la phase d'intensification des actions à impact ; et nous sommes en train de d'observer ces impacts par rapport aux actions que nous menons. A l'allure où va le projet nous ne dirons pas que nous sommes satisfaits puisque nous n'avons pas encore atteint l'objectif qui est l'autonomisation de la fille à travers l'éducation. Nous sommes en train de mettre en place des conditions qui permettront à la fille d'étudier pour être autonome.









Pour  
un avenir  
meilleur des filles